



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour  
N° 3 (2026)

### Faits saillants

- ❖ Région : L'ASEAN confirme son rôle de pôle manufacturier clé dans l'Asia Manufacturing Index 2026
- ❖ Philippines : Signature d'un accord de libre-échange avec les Émirats Arabes Unis
- ❖ Cambodge : Liquidation de Prince Bank après l'extradition vers la Chine de son fondateur pour des faits de cybercriminalité à grande échelle

### LE CHIFFRE À RETENIR

**+ 56%**

de croissance du crédit bancaire au Vietnam grâce aux résultats record des quatre plus grandes banques publiques du pays

### Région

#### Asia Manufacturing Index 2026 : l'ASEAN confirme son rôle de pôle manufacturier clé

L'Asia Manufacturing Index 2026 confirme l'intensification de la concurrence manufacturière en Asie et la montée en puissance des économies de l'ASEAN. Si la Chine conserve la première place, la Malaisie progresse au deuxième rang, devant le Vietnam, traduisant un renforcement de sa compétitivité industrielle. Singapour se classe quatrième, confirmant son positionnement sur le manufacturing à forte valeur ajoutée, tandis que la Thaïlande enregistre une amélioration notable. L'édition 2026, enrichie d'une notation standardisée et d'une meilleure comparabilité historique, souligne que l'ASEAN s'affirme désormais comme un pilier central des chaînes de valeur manufacturières asiatiques, sans qu'un modèle unique de localisation ne s'impose.

# Indonésie

## Projet de relance publique du textile face aux pressions extérieures

L'Indonésie étudie la création ou la relance d'une entreprise publique dédiée au textile afin de soutenir un secteur intensif en main-d'œuvre fragilisé par la concurrence internationale et les droits de douane américains, a indiqué le ministre coordinateur pour les affaires économiques, Airlangga Hartarto. En effet, les Etats-Unis représentent le principal marché d'exportation de textile pour l'Indonésie. Le gouvernement prévoit d'allouer jusqu'à 6 Md USD pour renforcer la compétitivité, moderniser les capacités de production et sécuriser l'emploi dans les filières textile, habillement et chaussure, qui emploient près de 4 millions de personnes et représentent une part significative des exportations hors hydrocarbures. En 2025, près de 85 000 personnes auraient perdu leur emploi en raison de licenciements massifs dans ce secteur, selon différentes sources. Cette stratégie s'accompagne de mesures visant à élargir l'accès aux marchés. Le gouvernement entend notamment compter sur l'accord commercial avec l'Union européenne (IEU-CEPA), avec pour objectif de porter les exportations textiles à 40 Md USD dans les prochaines années (12 Md en 2024).

## Baisse prévue de la production de charbon en 2026

L'Indonésie prévoit de réduire sa production de charbon à environ 600 millions de tonnes en 2026, soit une baisse d'environ 24 % par rapport à l'an dernier, afin de limiter la surproduction et soutenir les prix. Le volume définitif reste en cours de calcul, mais cette réduction marquerait un net recul par rapport aux 790 millions de tonnes produites l'an passé. Le gouvernement rappelle que l'Indonésie exporte environ 43 % du charbon échangé dans le monde et entend maintenir la priorité à l'approvisionnement du marché intérieur, tout en envisageant un ajustement des taxes à l'exportation en fonction des prix.

## La roupie indonésienne sous pression

La banque centrale a réaffirmé son engagement à stabiliser la roupie, fortement sous pression en raison des tensions géopolitiques et des incertitudes liées à la politique monétaire américaine. Mardi 13 janvier, la devise a clôturé à 16 860 IDR pour 1 USD, soit une baisse de 1,04 % depuis le début de l'année, se rapprochant du niveau historique atteint en avril 2025 (16 880 IDR pour 1 USD). Cette évolution est jugée comparable à celle des autres monnaies de la région, notamment le peso philippin.

# Malaisie

## Anwar Ibrahim signe plusieurs accords stratégiques en Turquie

Lors d'une visite officielle en Turquie du 6 au 8 janvier 2026, le Premier ministre Anwar Ibrahim a signé plusieurs accords visant à renforcer la coopération bilatérale dans les domaines économique, technologique et de défense. Sur le plan financier, plusieurs protocoles d'entente ont été conclus entre EXIM Bank Malaysia et Turk Eximbank, ainsi qu'entre l'Autorité malaisienne de développement des investissements (MIDA) et Invest Turkiye. Ces accords visent à porter les échanges bilatéraux à 10 Md USD à moyen-terme, soit le double du volume enregistré entre janvier et novembre 2025 (4,9 Md USD). En matière de défense et de sécurité, une lettre d'acceptation a été signée pour l'acquisition d'un navire de mission polyvalent auprès du chantier naval turc Desan Shipyard, d'un montant estimé à 83 M USD, tandis qu'un accord conjoint a été conclu pour la construction d'un chantier naval à Malacca. Un protocole d'entente relatif aux technologies de l'information et de la communication a été signé entre la Commission malaisienne des communications et son homologue turc. Enfin, les fondations ISIS Malaysia et SETA se sont engagés à accroître leur coopération en matière de définition des politiques publiques. En 2024, les échanges commerciaux entre la Turquie et la Malaisie s'élevaient à 5,3 Md USD.

## Perodua lance le QV-E, son premier véhicule électrique développé localement

Après deux ans de développement et un investissement de 193,7 M USD, le constructeur automobile national Perodua a lancé le QV-E, son premier véhicule électrique développé localement (hors batterie). L'industriel malaisien a été désigné par le gouvernement malaisien pour piloter le développement de l'écosystème local des véhicules électriques dans le cadre du Nouveau Master Plan Industriel 2030 (NIMP). Le modèle économique du QV-E repose sur la location de batterie, laquelle est séparée de la vente du véhicule et fait l'objet d'un contrat de location avec option d'achat. L'industriel s'engage en outre à maintenir l'état de santé de la batterie au-dessus de 70 % et à la remplacer gratuitement en cas de dégradation, assumant ainsi le risque financier lié au vieillissement de l'actif le plus coûteux du véhicule. Affiché à 19 300 USD hors batterie, le coût total du QV-E atteint 27 100 USD après intégration de la location et de la taxe de vente de 8 % (hors intérêts de financement). A cet égard, le modèle soulève des interrogations quant à la compétitivité-prix du QV-E, Perodua ciblant traditionnellement une clientèle d'entrée de gamme. En 2024, les véhicules électriques représentaient 3,3 % des nouvelles immatriculations en Malaisie, le constructeur chinois BYD arrivant en tête de marché. En parallèle, Perodua conserve une

position dominante sur le marché automobile malaisien avec 322 800 véhicules vendus en 2025 (-9,8 % par rapport à 2024), devant Proton et Toyota, et une part de marché estimée à 43,9 %.

## **Accélération de la production industrielle en novembre**

En novembre 2025, l'indice de production industrielle (IPI) malaisien a progressé de 4,3 % en g.a., marquant un ralentissement par rapport au mois précédent (+6,0 %). Cette hausse est imputable au dynamisme du secteur manufacturier (+4,9 %) et, dans une moindre mesure, du secteur minier (+2,3 %). La croissance soutenue de la production manufacturière est portée par les industries orientées vers l'exportation, notamment les produits informatiques et électroniques (+10,7 %) et les équipements électriques (+13,9 %). Sur les onze premiers mois de 2025, l'IPI affiche une progression plus modérée, de 3,5 % en g.a., contre +3,6 % sur la même période en 2024.

## **Singapour**

### **Rebond des exportations en décembre 2025, mais en deçà des attentes**

En décembre 2025, les exportations non pétrolières de Singapour ont progressé de 6,1 % en glissement annuel, un chiffre positif mais inférieur aux attentes du marché (10 %). Cette performance a été principalement portée par l'or non monétaire et l'électronique, notamment les circuits intégrés et les supports de stockage.

Après une hausse révisée de 11,5 % en novembre, la dynamique reste contrastée sur le plan géographique : les exportations vers la Chine et Taïwan ont progressé, tandis que celles à destination du Japon et des États-Unis ont reculé.

Sur l'ensemble de l'année 2025, les exportations non pétrolières ont augmenté de 4,8 %, nettement au-delà de la prévision initiale (2,5 %), soutenues par la demande liée à l'IA et par la hausse des prix de l'or. Dans ce contexte, le ministère du Commerce a confirmé une croissance du PIB de 4,8 % en 2025, largement supérieure à la fourchette initiale (1,5 %-2,5 %). Malgré cette résilience, les perspectives pour 2026 demeurent plus incertaines, dans un environnement externe marqué par le ralentissement du commerce mondial et la volatilité de la demande technologique.

### **Budget 2026 à Singapour : Deloitte plaide pour des mesures ciblées face au ralentissement économique**

Dans un contexte de ralentissement attendu de la croissance à Singapour en 2026, estimée entre 1 % et 3 % après une année 2025 à

+4,8 %, Deloitte appelle à la mise en place de mesures ciblées dans le cadre du Budget 2026 afin de soutenir les entreprises et les ménages.

Le cabinet recommande notamment de clarifier les règles de fiscalité internationale, en particulier sur les revenus étrangers et le régime Pillar Two (OCDE), afin de réduire l'incertitude pour les multinationales. Pour stimuler l'innovation, Deloitte suggère de renforcer le crédit d'impôt R&D remboursable (jusqu'à 70 %) et de simplifier les dispositifs d'aide, tout en facilitant l'attraction de talents spécialisés dans l'IA et les semi-conducteurs.

Deloitte propose également des allègements fiscaux ciblés pour les ménages, ainsi que des subventions en faveur de la digitalisation et de la durabilité, notamment pour l'optimisation des chaînes logistiques et la gestion des données environnementales. Enfin, le cabinet plaide pour une politique migratoire plus flexible, combinée à un renforcement des compétences de la main-d'œuvre locale.

## **Montée des intentions de mobilité des dirigeants dans un contexte d'incertitude géopolitique accrue**

À Singapour, selon l'étude du Global Leadership Monitor H2 2025, 67 % des dirigeants se déclarent ouverts à un changement d'employeur en 2026, signalant une possible fragilisation de la stabilité managériale. L'enquête montre que les risques géopolitiques constituent désormais la principale préoccupation des décideurs, devant la croissance économique et les tensions commerciales. Si une majorité des dirigeants s'estime préparée aux évolutions réglementaires et technologiques, moins de 40 % se déclarent en mesure de gérer efficacement l'incertitude géopolitique. Par ailleurs, l'IA générative est largement perçue comme un levier de croissance, mais son adoption demeure limitée, en raison d'un déficit de compétences internes. L'ensemble met en évidence un risque accru de rotation des talents dirigeants, susceptible de peser sur la continuité stratégique et la capacité d'anticipation des entreprises opérant à Singapour.

## **Vietnam**

### **Revue à la hausse des perspectives de croissance du Vietnam pour 2026.**

La banque singapourienne United Overseas Bank (UOB) a relevé sa prévision de croissance du PIB du Vietnam pour 2026 à 7,5 %, contre 7 % précédemment, s'appuyant sur une performance économique robuste en 2025. L'économie du Vietnam a enregistré une croissance de 8 % en 2025, portée principalement par des exportations résilientes (+17 % en g.a) et une activité manufacturière solide avec une croissance de 9,2 % de l'indice de la production industrielle, et ce malgré les incertitudes liées aux droits de douane américains. Au quatrième trimestre de 2025, la croissance a même atteint 8,5 %, le

rythme le plus élevé pour un 4ème trimestre depuis 2011. Dans ce contexte, l'UOB a souligné que le Vietnam entre en 2026 sur des bases solides, en dépit des risques persistants, notamment liés aux incertitudes commerciales internationales. Pour rappel, début décembre 2025, l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) avait également relevé sa projection pour 2026 à 6,2 % contre 6 % estimés en juin 2025.

## **Le revenu par habitant au Vietnam a augmenté de 9,3 % en 2025.**

Selon les résultats préliminaires de l'enquête sur les standards de vie des ménages menée par l'Office national des statistiques (NSO), le revenu moyen par personne était estimé à environ 225 USD, chiffre en hausse de 9,3% par rapport à 2024. Près d'un tiers des ménages interrogés ont constaté une augmentation de leur revenu. Cette progression s'explique principalement par la performance économique du pays, illustrée par une croissance du PIB de 8 % sur l'année, ainsi que par la politique d'octroi de primes aux fonctionnaires et employés publics acceptant une retraite anticipée avant terme dans le cadre de la fusion de ministères et de provinces. L'enquête souligne également que la structure des revenus devient plus progressive et durable, avec une part croissante des salaires dans le revenu total des ménages, suggérant une tendance des travailleurs à se tourner davantage vers le secteur formel. Parallèlement, le revenu moyen des travailleurs a également enregistré une forte progression en 2025. Selon le NSO, le revenu moyen des travailleurs a atteint environ 320 USD par mois, en hausse de 8,9 % par rapport à 2024, équivalant à une augmentation d'environ 27 USD par mois.

## **Le Vietnam devient la première destination en ASEAN des touristes chinois en 2025.**

En 2025, le Vietnam a accueilli 21,2 M de visiteurs internationaux, un record historique, avec une croissance de 20,4 % par rapport à 2024 et 17,8 % de plus qu'en 2019 (avant la pandémie de Covid-19). Le pays a dépassé la Thaïlande pour la première fois pour devenir la première destination étrangère en ASEAN des touristes chinois. En 2025, les arrivées de touristes chinois ont augmenté de 41 %, représentant environ 25 % de tous les visiteurs étrangers du pays. Cette progression s'explique par une perception accrue de la sécurité, le renforcement des liaisons aériennes directes entre la Chine et le Vietnam, ainsi que par un redéploiement des flux touristiques, au détriment de la Thaïlande vers des destinations jugées plus sûres. Parmi les dix principaux marchés émetteurs de touristes vers le Vietnam figurent également Taïwan (1,2 M de touristes), les Etats-Unis (0,85 M), le Japon (0,81 M), l'Inde (0,75 M) et la Russie (0,69 M) qui reste le premier marché européen, affichant la plus forte progression d'environ 197%.

# Thaïlande

## Engie fournira le thaïlandais Gulf en GNL pendant 15 ans

Le 13 janvier 2026, le groupe industriel énergétique français Engie a signé un contrat d'approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL) avec le thaïlandais Gulf Development PCL, visant à fournir ses centrales électriques en Thaïlande sur une durée de 15 ans. Les livraisons annuelles pourront atteindre 0,8 MT/an et débuteront en 2028. Selon Yupapin Wangviwat, directeur financier de Gulf Development, « cet achat de GNL s'inscrit dans la stratégie nationale thaïlandaise d'approvisionnement en gaz, qui vise à diversifier les sources d'approvisionnement en gaz naturel, à renforcer la stabilité des prix et des volumes d'approvisionnement, et à consolider la sécurité énergétique à long terme du pays ».

## Troisième année baissière consécutive pour la Bourse de Thaïlande

La Bourse de Thaïlande (SET) a clôturé 2025 en baisse pour la troisième année consécutive, avec un recul de -10 % de son indice composite de marché sur l'année, à 1259,57 points. Cette contre-performance prolongée place le marché des actions thaïlandais parmi les moins dynamiques d'Asie. L'année 2025 est marquée par un (i) désengagement net des investisseurs étrangers, à près de -3,2 Md USD (107 Md THB) et des investisseurs institutionnels locaux, à près de -1,1 Md USD (-38 Md THB), (ii) un marché primaire atone avec des introductions en bourse représentant uniquement 348 M USD et (iii) une liquidité dégradée, avec un volume quotidien moyen de transaction à 1,1 Md USD (35 Md THB). Si les fondamentaux de l'économie thaïlandaise (croissance modeste, incertitudes commerciales et géopolitiques, appréciation du baht) pèsent à la baisse sur le marché boursier thaïlandais, ce dernier a également souffert de plusieurs scandales (fraudes, corruption) concernant des entreprises cotées au cours des dernières années. Dans son rapport « *OECD Capital Market Review of Thailand 2025* », l'OCDE recommande ainsi notamment une plus grande responsabilisation des administrateurs et une meilleure coordination institutionnelle. Pour rappel, en 2024, la capitalisation boursière thaïlandaise représentait 96 % de son PIB, au deuxième rang en ASEAN derrière la Malaisie (102 % du PIB malaisien).

## Elections 2026 : la chambre de commerce thaïlandaise insiste sur la bonne gouvernance auprès des partis politiques

À l'approche des élections générales du 8 février 2026, la chambre de commerce thaïlandaise (TCC) reçoit tour à tour les principaux partis et leurs candidats au poste de Premier ministre. A cette occasion, la TCC a mis en avant le besoin croissant de respecter des principes généraux, centrés sur la bonne gouvernance, la lutte contre

la corruption et l'efficacité administrative. Elle a ainsi exhorté les candidats à « créer des stratégies réalisables et cohérentes, lutter contre la corruption, améliorer le manque d'intégration dans les structures nationales de gestion et renforcer les mécanismes de collaboration dotés d'un réel pouvoir décisionnel ». Par ailleurs, la TCC a appelé à réformer structurellement le secteur agricole et à établir « un plan national global en matière de catastrophes ».

## Philippines

### **Signature d'un accord de libre-échange entre les Philippines et les Emirats Arabes Unis**

Le 13 janvier 2026, les Philippines et les Émirats Arabes Unis (EAU) ont conclu un *Comprehensive Economic Partnership Agreement* (CEPA), à l'occasion de la visite du Président Marcos aux EAU, en marge du sommet de la Semaine de la durabilité 2026 à Abou Dhabi. Cet accord de libre-échange vise à élargir les échanges de biens et de services entre les deux pays et prévoit, selon le *Department of Trade and Industry*, des facilités tarifaires couvrant jusqu'à 95 % des exportations philippines. D'après des études préliminaires du gouvernement, cet accord pourrait accroître les exportations philippines vers les EAU de 9,1 %. Pour rappel, les Émirats Arabes Unis constituent le premier partenaire des Philippines au Moyen-Orient et leur 17e partenaire commercial global (1,9 Md USD de flux dont 72% d'importation de pétrolière).

### **Les réserves de changes des Philippines atteignent 110,9 Md USD en décembre 2025**

Selon les données préliminaires de la Banque Centrale des Philippines (BSP), les réserves de change se sont établies à 110,9 Md USD fin décembre 2025, soit une hausse de +4,3 % en glissement annuel. Cette progression s'explique principalement par la valorisation des stocks d'or de la BSP, qui ont atteint 18,6 Md USD (+68,8 % en g.a.), portés par des cours mondiaux historiquement élevés. Cette valorisation de l'or a permis de compenser le repli des investissements étrangers de la banque centrale (-2,8 %, soit -2,5 Md USD) et des avoirs de change (-52,6 %, soit -720 M USD), mobilisés pour le service de la dette et le soutien au peso. Le niveau des réserves demeure solide, couvrant 7,4 mois d'importations de biens et services et représentant environ quatre fois la dette extérieure à court terme du pays.

### **Le peso atteint un plus bas historique à 59,44 PHP/USD**

Le peso philippin a clôturé à un plus bas historique de 59,44 PHP pour un dollar le mercredi 14 janvier. Cette dépréciation est alimentée, d'une part, par la vigueur du dollar dans un contexte d'incertitudes liées à la politique commerciale américaine et, d'autre part, par les annonces budgétaires pour 2026. Le gouvernement a en effet révisé



sa cible de dépenses d'infrastructures à 4,3 % du PIB, en retrait par rapport aux objectifs initiaux du programme « *Build Better More* » (5 % à 6 %). Cette inflexion, motivée par une volonté d'assainissement des finances publiques à la suite du récent scandale de corruption, fait peser un risque de modération de la croissance lié au ralentissement du secteur des infrastructures.

## Cambodge

### Prince Group : liquidation !

La Banque nationale du Cambodge (BNC) a décidé, le 8 janvier, de placer Prince Bank en liquidation. Elle intervient le lendemain de l'extradition vers la Chine de son fondateur, Chen Zhi, pour des faits de cybercriminalité à grande échelle. L'intéressé et ses entreprises ont été frappés de sanctions par les Etats-Unis et le Royaume-Uni le 14 octobre 2025, pour arnaques en ligne, traite d'êtres humains, blanchiment, sextorsion, esclavage... Les clients de Prince Bank doivent retirer leurs fonds sous 30 jours. Les emprunteurs restent tenus de rembourser leurs dettes. De son côté, le régulateur des activités immobilières et hypothécaires du Cambodge a annoncé, le 12 janvier, la suspension des activités de vente de cinq projets d'appartements et de résidences de Prince Group, dont quatre à Phnom Penh. Les acheteurs ayant déjà signé des contrats doivent remplir leurs obligations, et ceux qui ont déjà payé la totalité du prix peuvent demander le transfert de propriété. La liquidation de Prince Bank et la suspension des projets immobiliers du groupe ne devraient pas avoir trop d'impact sur les secteurs bancaire et immobilier cambodgien. Cette décision de la banque centrale, qui suit l'extradition de CHEN Zhi vers la Chine après avoir été privé de sa nationalité cambodgienne, semble confirmer la volonté du gouvernement cambodgien de lutter contre les activités criminelles, gage de confiance pour le futur.

### Un commerce extérieur en plein développement

Selon les douanes cambodgiennes, les échanges commerciaux du Cambodge ont atteint 65,24 Md USD en 2025, soit une hausse de 18 % en glissement annuel. Les exportations se sont élevées à 31,3 Md USD (+16,9 %) et les importations à 34 Md USD (+18,32%). Le déficit commercial s'est donc dégradé à 2,7 Md USD (2 Md USD en 2024). La Chine reste le premier partenaire commercial avec 19,7 Md USD (+29 %) et son premier déficit (16,4 Md USD). Les Etats-Unis occupent la deuxième place avec plus de 13 M USD (+29,2 %). Viennent ensuite le Vietnam (7,8 Md USD, -1 %), l'UE (5,9 Md USD, +10,2 %), et la Thaïlande (3,6 Md USD, -15 %). Le Cambodge dépend encore de quelques marchés clés. Cette dépendance rend le pays sensible aux enjeux géopolitiques et tensions tarifaires. Pour autant, le Cambodge enregistre une forte hausse des échanges avec les Etats-Unis (secteur textile). Au cours de 2025, la diversification a progressé, mais encore timidement (caoutchouc et électronique en particulier). La dynamique des échanges au sein de l'ASEAN (16,37 Md USD), porté principalement par le Vietnam, ne suffit pas à

régler le déséquilibre géographique des exportations cambodgiennes. Les tensions frontalières avec la Thaïlande illustrent un risque pour la stabilité des échanges régionaux, même si les échanges avec son grand (et hostile) voisin n'ont baissé que de 15 % l'an dernier.

## **La 5G démarre !**

Le Cambodge a officiellement lancé, le 1<sup>er</sup> janvier 2026, les services mobiles 5G. Les trois exploitants de télécommunications que sont Cellcard, Metfone et Smart offrent d'ores et déjà des services. Ils sont pour l'heure limités à Phnom-Penh et aux principaux centres urbains hors de la capitale (Battambang, Kampot, Siem Reap, Sihanoukville...). L'accès devrait rester limité dans les zones rurales. De fait, l'infrastructure, même si elle est mutualisée entre exploitants, ne donne pas lieu à un financement public. Et l'accès à la 5G se fait sans surcoût pour les utilisateurs. Si la 5G offre des perspectives pour le tourisme, l'agriculture et l'économie numérique, son impact dépendra notamment du renforcement de la capacité des réseaux ; également de la reconnaissance des téléphones (tous les terminaux 5G ne sont pas reconnus). Le déploiement reflète l'investissement croissant dans les infrastructures, mais la technologie seule ne suffira pas pour transformer l'économie. La réussite de la 5G nécessitera une coordination accrue entre le secteur public et privé, des programmes de soutien et un cadre réglementaire plus solide, notamment en matière de protection de données personnelles et de cybersécurité. Sans ces mesures, le réseau risque de rester un symbole technologique plus qu'un outil de développement.

## **Laos**

### **Le Laos amorce une stabilisation économique avec une inflation ramenée à 7,7 % en 2025**

Le Laos a vu son inflation moyenne reculer à 7,7 % en 2025, contre 23,1 % en 2024, signalant une désinflation marquée. Ce ralentissement reflète une stabilisation du taux de change et un raffermissement des réserves de change, désormais supérieures à six mois d'importations, selon la Bank of the Lao PDR. Les autorités mettent en avant des réformes monétaires et institutionnelles, ainsi qu'un approfondissement de l'intégration financière régionale. Les tensions sur le niveau de vie restent élevées, car les prix des biens essentiels (alimentation, énergie, services de base) demeurent durablement élevés malgré le ralentissement de l'inflation.

### **Le Laos accélère son intégration énergétique régionale en exportant de l'électricité vers Singapour**

Le Laos renforce son rôle dans l'intégration énergétique régionale en ouvrant la voie à des exportations d'électricité vers Singapour via les réseaux de Thaïlande et de la Malaisie. Un accord opérationnel de

deux ans, entré en vigueur le 14 janvier 2026, autorise des flux compris entre 30 et 100 MW, consolidant le cadre du projet régional d'interconnexion électrique ASEAN. Ce dispositif s'inscrit dans la stratégie laotienne de valorisation de ses capacités hydroélectriques et renouvelables, visant à renforcer les recettes d'exportation, la connectivité des réseaux et la sécurité énergétique régionale, tout en positionnant le pays comme fournisseur net d'électricité propre au sein de l'ASEAN.

## Birmanie

### **Nouvelle restriction à l'octroi de licences d'importation**

Selon le ministère du Commerce, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026, une seule demande de licence d'importation concernant des types de biens similaires sera possible chaque mois pour chaque entreprise. La période de validité des demandes de licence a également été fixée à 180 jours.

### **Abaissement du taux de conversion obligatoire des revenus tirés de l'exportation**

Le 7 janvier 2026, la banque centrale de Birmanie (CBM) a abaissé le taux de conversion obligatoire des revenus tirés de l'exportation à 15 %, contre 25 % auparavant. Les exportateurs devront donc changer 15 % de ces revenus en kyat au taux officiel (CBM), les 85 % restants pouvant être changés aux taux en ligne ou réutilisés, notamment pour importer.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : [gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org](mailto:gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org) ; [emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr](mailto:emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr) ; [martin.suteau@dgtresor.gouv.fr](mailto:martin.suteau@dgtresor.gouv.fr)